

ARRETE MUNICIPAL N° 2025/190

Portant règlementation temporaire de la circulation et du stationnement
Rue des Voirons
Annule et remplace l'arrêté municipal n°2025/179

Le Maire de la Ville d'Ambilly,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-28, L2212-1 et L2213-2 ;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de M Julien MOREL représentant l'entreprise **SOCICO**, demeurant, ZI Cesardes, 1 route des Creuses, 74650 CHAVANOD, pour les travaux concernant les réseaux de chauffage urbains de la Ville d'Ambilly, sur la rue des Voirons.

Vu l'intérêt général et considérant que les travaux des réseaux de chauffage urbains de la ville, nécessitent de réglementer, la circulation et le stationnement pendant la durée des travaux, sur la rue des Voirons.

ARRETE

ARTICLE 1 : Du 3 novembre 2025 au 5 décembre 2025, l'entreprise **SOCICO** est autorisée à utiliser le domaine public pour l'exécution des travaux précédemment désignés.

ARTICLE 2 : Du 3 novembre 2025 au 5 décembre 2025, la circulation des piétons au niveau de la zone de travaux sera déviée sur le trottoir matérialisé. Des panneaux de type « piétons passez en face » devront être disposés sur les passages protégés les plus proches. Une circulation matérialisée et sécurisée sera maintenue en permanence pendant toute la durée des travaux. Cette circulation piétonne de 1.40 m de largeur devra être clairement visible.

ARTICLE 3 : La rue Ravier sera fermée à la circulation. Une déviation sera mise en place, sur les rues des Voirons, du Foron et de la Tour. Les rues des Voirons, du Foron et de la Tour seront en double sens.

ARTICLE 4 : Les installations ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Le point de défense incendie devra rester accessible aux services de secours pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 5 : L'entreprise qui interviendra sur ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

ARTICLE 6 : Les infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

ARTICLE 7 : Les accès pour les véhicules de secours seront maintenus en permanence.

ARTICLE 8 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension immédiate du chantier.

ARTICLE 9 : Dès l'achèvement des travaux l'entreprise **SOCCO** devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux. Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité et d'affichage.

ARTICLE 11 : La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée :

- Mme la Directrice Générale des Services.
- M. le représentant de l'entreprise.
- M. le Chef de poste de la police municipale d'Ambilly.
- M. le directeur de TP2A.
- M. Le Commandant du centre principal de secours.

Fait à Ambilly, le 26/11/2025

Noël PAPEGUAY
Adjoint aux travaux et suivis de chantiers

Publié sur le site Internet : 25 NOV. 2025



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et, le cas échéant, de sa réception par le Représentant de l'Etat.